

QUELLE STRATEGIE POUR LE MAINTIEN DES ENSEIGNEMENTS A L'UNIVERSITE DE BOUAKE PENDANT LA PERIODE DE CRISE SOCIO POLITIQUE DE 2002 EN COTE D'IVOIRE ?

KOFFI Sosthène Konan
KOUADIO Brou Ghislain
KOMENAN Beugré Raphaël
ZERBO Ahoua Christelle Anne

IREEP/Université Alassane
 Ouattara- Côte d'Ivoire -
 kskstothene@yahoo.fr
 kbroughislain@yahoo.com
 kbeugreraphael@yahoo.fr
 ristellah@yahoo.fr

RÉSUMÉ

En Côte d'Ivoire, le conflit armé de 2002 a entraîné le départ massif des populations et la fermeture de la plupart des services de l'Etat, dans la moitié nord du pays. La ville de Bouaké ayant été le site de plusieurs affrontements armés, l'université qu'elle abritait a été affectée. La présente étude vise à comprendre les stratégies de maintien des enseignements à l'Université de Bouaké durant la crise socio-politique à partir d'une étude qualitative. L'enquête a consisté à réaliser 72 entretiens individuels avec les acteurs internes et externes de l'institution et 04 focus groups avec les étudiants. Les résultats montrent que la délocalisation a été la stratégie principale. En effet, les formes de mobilisation collectives, à travers le comité de délocalisation, ont permis de disposer des locaux, de reconstituer les archives et d'obtenir l'appui de certains partenaires. Par ailleurs, un certain nombre de

stratégies ont été initiées pour assurer le maintien des enseignements.

Mots-clés : conflit armé, stratégie, enseignement supérieur, maintien, fonctionnement.

ABSTRACT

In Côte d'Ivoire, the armed conflict in 2002 led to the mass exodus of people and the closure of most state services in the northern half of the country. Bouaké has been the site of many armed clashes, it housed the university of Bouaké which has been greatly affected. This study aims to understand the teachings maintenance strategies at the University of Bouaké in the socio-political crisis from a qualitative study. The survey was to make 72 individual interviews with internal and external stakeholders of the institution and 04 focus groups with students. The results show that the relocation was the main strategy. Indeed, forms of collective mobilization, through the

relocation committee, allowed to obtain local, to restore the files and get the support of some partners. In addition, a number of strategies have been initiated to maintain lessons.

Key words : armed conflict, strategy, higher education, maintenance, operation.

INTRODUCTION

L'histoire des universités africaines remonte au lendemain de la seconde guerre mondiale. Conçues pour former les cadres destinés à diriger les pays nouvellement indépendants, ces universités auraient joué pleinement leur rôle, en pourvoyant aux besoins de l'administration (Mve-Ondo, 1998).

A partir des années 1980, on assiste, dans la plupart des pays africains, à une réduction d'environ 19,1%, de la part moyenne du budget alloué à l'enseignement supérieur du fait de la persistance de la crise économique, du poids de la dette et de la poursuite des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) (Banque Mondiale, 1995). Pendant ce temps, le nombre d'étudiants a considérablement augmenté alors que le rythme de recrutement des enseignants et de création d'infrastructures n'a pas été suffisant pour assurer des conditions d'encadrement satisfaisantes.

L'enseignement supérieur en

Afrique entre alors dans une phase de crise de fonctionnement, en raison de la forte croissance démographique et de l'instabilité politique en 1990 (Makosso, 2006).

En Côte d'Ivoire, l'Université d'Abidjan¹ d'alors qui ne comptait que 48 étudiants en 1959, est passée en 1977 à 7 587 étudiants pour atteindre 44 000 en 1992 (Sato, 2003). Les infrastructures deviennent alors insuffisantes et inadaptées, entachant la qualité de l'enseignement.

Pour y faire face, les universités d'Abobo-Adjamé et de Bouaké ont été créées en 1995. Une année plus tard les URES de Daloa et de Korhogo ont été créées et rattachées respectivement à ces deux établissements. En outre, le budget d'investissement dans l'enseignement supérieur est passé de 10% en 1992 à 22,6% en 1998 (Makosso et al, 2009). Cependant, l'ampleur des besoins en termes d'infrastructures et de personnel n'a pas permis d'améliorer la situation de l'enseignement supérieur.

L'Université de Bouaké n'est pas épargnée par la situation de crise généralisée que connaît l'enseignement supérieur ivoirien

¹ Notons que cette université a plusieurs appellations. Au début elle était Université d'Abidjan, après elle est devenue Université Nationale de Côte d'Ivoire, ensuite Université de Cocody pour enfin, être appelée Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody Abidjan

depuis les années 1990. En effet construite pour décongestionner l'Université nationale d'alors, l'Université de Bouaké se trouve confrontée aux mêmes réalités d'inadéquation entre les capacités d'accueil et les effectifs d'étudiants. De 2820 étudiants à sa création en 1992, l'on est passé à 13503 en 1999 (Zinsou, 2009). De plus en 2002, une crise militaro-politique survient en Côte d'Ivoire et plonge les universités ivoiriennes dans l'enlisement, particulièrement l'Université de Bouaké, située dans la ville abritant le siège de cette rébellion. Cette crise qui a eu pour conséquence la fermeture de la plupart des services de l'Etat, a entraîné un déplacement tous azimuts des populations. Au niveau de l'Université de Bouaké, on note plusieurs cas d'abandons de poste de certains agents, la destruction d'infrastructures et la perte de documents administratifs. En dépit de cette désorganisation, l'Université de Bouaké n'a cessé de dispenser des enseignements. L'institution a été délocalisée à Abidjan pendant environ une décennie pour parvenir à cette fin. Cet article tente de répondre à la question suivante : comment s'est-elle réorganisée pour assurer la continuité des enseignements ?

Au regard des difficultés induites par les crises, certains établissements ne parviennent

toujours pas à assumer leur mission éducative ou du moins de façon qualitative. Au nombre des contraintes, il y a les difficultés financières qui constituent l'un des obstacles majeurs ne permettant pas de recruter des enseignants compétents en dehors des réfugiés des camps pour assurer une éducation parfaite (UNESCO, 2011). Cependant, la délocalisation s'apparente à un recours privilégié dans les pays africains en proie aux conflits armés. En Sierra Léone, Sobhi (1998) souligne que face aux effets multiples de la guerre, les autorités éducatives étaient contraintes de transférer les institutions éducatives de leur site d'origine vers d'autres horizons. De même Kodja (1999) s'intéressant au Congo Brazzaville, met en relief les ruines notoires des infrastructures universitaires du fait de la guerre et la délocalisation des écoles du Sud du pays vers le Nord.

La réflexion menée sur les stratégies de maintien des enseignements à l'Université de Bouaké s'appuie sur les théories de l'action collective et de la résilience. La première, conduit à porter un regard sur les formes de mobilisation collective mise en œuvre dans le cadre de la délocalisation. La seconde, à savoir la résilience,

privilégie les « comportements adaptatifs » développés au sein de l'institution universitaire pour garantir les enseignants durant la décennie de crise sociopolitique. En conséquence, trois objectifs spécifiques ont été visés. Il s'est agi : i) d'identifier les actions entreprises par les acteurs de l'institution pour la réouverture de l'Université de Bouaké, ii) de relever le niveau de participation des acteurs de l'institution et leurs interactions, iii) de dégager les stratégies initiées par les acteurs en vue d'assurer la continuité des enseignements.

Cet article est organisé en trois points, dont le premier traite des aspects méthodologiques de l'étude. Le second point expose les résultats et le troisième présente la discussion des résultats obtenus à la lumière des d'autres travaux similaires.

1- MÉTHODOLOGIE

1.1- Type d'étude

Au regard de nos objectifs qui consistent en la découverte et la compréhension des stratégies mobilisées à l'Université de Bouaké pour garantir ses enseignements, cette étude a une dimension essentiellement qualitative.

1.2- Site de l'étude

L'étude a été réalisée en Côte d'Ivoire particulièrement à Abidjan, ville ayant abrité les services de l'Université de Bouaké, suite aux perturbations liées à la crise de 2002. Le choix de cette localité repose sur le fait qu'à l'éclatement du conflit armé, les services de l'université ont été délocalisés à Abidjan en 2003. L'étude s'est donc déroulée sur les sites des établissements d'enseignement supérieur (universités et grandes écoles) dans ladite ville.

1.3- Population cible de l'enquête

La population cible regroupe deux catégories d'enquêtés : les acteurs internes et les acteurs externes de l'université.

Les acteurs internes interrogés au cours de cette étude sont d'abord les dirigeants de l'Université de Bouaké (présidents, vice-présidents, secrétaire général). Ensuite, nous avons interviewé les chefs de service (directeurs de scolarité et des UFR) et les chefs de départements. Enfin, le personnel administratif et technique, les enseignants-chercheurs, les étudiants et les responsables syndicaux ont également fait objet d'enquête.

En ce qui concerne les acteurs externes, ils sont constitués de trois catégories de personnes. Il s'agit des dirigeants des universités et des grandes écoles, des autorités du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) et des responsables des organismes nationaux et internationaux qui ont accompagné l'Université de Bouaké dans son fonctionnement.

1.4- Techniques d'échantillonnage et critères de choix

Deux techniques d'échantillonnage ont été retenues dans cette étude, à savoir le choix raisonné et la technique de boule de neige.

Fondé sur le jugement du chercheur, le recours à l'échantillonnage par choix raisonné repose sur le fait que les informations clés sont détenues par les acteurs spécifiques, en l'occurrence les dirigeants et les responsables de l'institution universitaire. Pour ce faire, nous avons interrogé le président, le vice-président, le secrétaire général au niveau de la haute hiérarchie et les autres dirigeants tels que les directeurs de la scolarité, les doyens d'UFR et les chefs de départements. A ceux-là, nous avons ajouté tous les anciens responsables et dirigeants de l'Université qui étaient en fonction au début

de la crise. Les enseignant-chercheurs ont été sélectionnés par département et/ou filière, en raison d'un enseignant par grade (rang A et rang B), soit deux enseignants par département et/ou filière. Pour ce qui est des étudiants, les délégués d'amphi et les anciens étudiants qui étaient à l'Université de Bouaké avant le conflit armé de 2002 ont été interrogés en focus group.

La technique de la boule de neige a été utilisée pour les acteurs non identifiés a priori, notamment les partenaires de l'Université de Bouaké. En effet, à partir des informations recueillies auprès de certains acteurs clés, nous avons pu repérer d'autres acteurs que nous avons intégrés à la population d'enquête.

1.5- Techniques de collecte de données

Les entretiens semi-directifs et les focus groups ont constitué les techniques d'enquête mobilisées dans le cadre de cette étude.

D'une part, les entretiens individuels ont concerné toutes les cibles interrogées, à l'exception des étudiants. Ils ont été conduits avec 11 guides d'entretien semi dirigés qui ont porté sur la réouverture de l'Université de Bouaké et sur les changements opérés au niveau académique. D'autre part, un

focus group a été réalisé avec les étudiants de chaque UFR, soit un total de 04 focus avec une moyenne de 08 participants par groupe de discussion. Les groupes étaient constitués de délégués d'amphithéâtre, d'anciens étudiants qui étaient

inscrits à l'Université de Bouaké avant la crise. Les échanges ont porté sur leur participation à la reprise des cours et sur les changements intervenus dans l'organisation des enseignements durant la période de crise

Tableau 1 : Récapitulatif de la collecte des données

	Administration centrale	Personnel administratif et technique	Enseignant-chercheurs	Syndicat d'étudiants	Partenaires	Total
Entretiens individuels	11	20	36	02	03	72
Focus group (étudiants)						04

1.6- Traitement et analyse des données

L'analyse des données a reposé sur une analyse de contenu assisté par ordinateur. Pour ce faire, une transcription intégrale de tous les discours a été effectuée à l'aide du logiciel Word Office 2007. Avec le logiciel NVIVO 2.0, nous avons procédé à une codification des textes transcrits à partir des unités de sens. Puis, une reconstruction du sens global des corpus a été réalisée à partir d'une mise en relation des différentes unités de signification.

2- PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Les principaux résultats de cette étude sont axés sur les actions menées pour la réouverture de l'Université de Bouaké et les stratégies de maintien des enseignements.

2.1- Actions menées pour la réouverture de l'Université de Bouaké

Plusieurs initiatives ont été entreprises pour la réouverture de l'Université de Bouaké à Abidjan. Elles ont été structurées

en étapes, avant de mettre l'accent sur la participation des différents acteurs.

II.1.1- Etapes de la réouverture

L'ouverture de l'Université de Bouaké à Abidjan s'est déroulée en plusieurs étapes qui sont :

- **Mise en place du comité de délocalisation**

La première initiative envisagée par les acteurs de l'université à Abidjan a été la mise en place d'un comité de délocalisation qui a permis non seulement de recenser le personnel et les étudiants sortis de Bouaké, mais aussi de faire l'état des lieux afin de rouvrir l'université. Les membres du comité se réunissaient une fois par semaine.

«Tout le monde a migré vers Abidjan et on a mis en place sous la houlette de quelques enseignants et étudiants, un comité de localisation de l'Université de Bouaké à Abidjan. (...) Parce que nous avons jugé que quand on commence une crise, on ne sait pas la fin, donc nous avons jugé utile de reprendre les activités dès qu'il y a eu un minimum de sécurité. (...) Il y a eu cette coordination, on a mis au point un plan, une stratégie.

*Et d'abord dans les premiers moments, on se réunissait tous les jeudis à l'ENS pour pouvoir compter le nombre de personnes qui était rentrées, voire ceux qui étaient en vie.»
Propos d'un enseignant.*

Ce comité de délocalisation a vu la participation de toutes les catégories d'acteurs notamment, la présidence, le personnel administratif et technique, et les responsables des étudiants.

La mission principale du comité était de réunir les conditions pour une reprise des enseignements. Au delà de cette mission académique, le comité menait des actions en vue de l'intégration des acteurs qui étaient confrontés à des difficultés particulières. En effet, des cotisations étaient souvent initiées en vue de porter une assistance aux plus sinistrés.

- **Recherche d'appui auprès des partenaires**

La réouverture de l'université a nécessité des moyens tant financiers que matériels. De ce fait, les acteurs se sont mobilisés, soit de manière collective soit de manière individuelle, pour réunir les ressources nécessaires au fonctionnement de l'institution.

Le comité de délocalisation a sollicité l'appui de l'Etat et l'aide d'autres partenaires

tels que les ambassades, les organismes internationaux, les ONG, etc. En retour, les dons reçus de l'Etat et de certaines structures publiques ont permis de poser les bases de la reprise des enseignements. Il s'agit essentiellement de matériels informatiques et roulants, et de sommes d'argent qui ont été offerts.

«J'ai mis avec un ami un projet sur pied qu'on a adressé à différentes ambassades. C'est l'ambassade du Japon qui avait répondu favorablement qui nous a soutenus dans cette étape à hauteur d'environ un milliard en cars et matériels. Donc, on est passé d'un (1) véhicule à l'université à un parc de trente (30) véhicules. On avait du matériel informatique spécialement composé d'ordinateur. Il y a eu une petite subvention pour aider les enseignants pour le retour, ce qu'on a appelé l'aide pédagogique. J'ai travaillé avec une (1) ou deux (2) personnes mais surtout il y avait un appui de la tutelle, c'est-à-dire du ministère de cette époque. On avait un interlocuteur direct qui était aussi quelqu'un qui avait de bonnes relations personnelles avec moi.»

Autorité de l'administration centrale.

- **Recherche des locaux**

La réouverture de l'Université de Bouaké nécessitait également des locaux pour l'hébergement des différents services. Ainsi, les grandes écoles, les universités et des bâtiments de particuliers ont été utilisés pour remettre en activité les différentes structures. De prime abord, des démarches ont été entreprises pour exploiter les salles des établissements d'enseignement supérieur publics d'Abidjan, en l'occurrence les universités de Cocody et d'Abobo-Adjamé et l'École Nationale Supérieure (ENS). Puis, du fait de l'effectif pléthorique des étudiants, d'autres sollicitations de salles ont été effectuées auprès des responsables d'établissements d'enseignement supérieur privés.

- **Reconstitution des archives**

Pour la reconstitution des archives, un bilan des documents administratifs a été effectué au niveau de la scolarité. En effet, certains documents (procès verbaux d'examen) avaient pu être sauvegardés par des agents ou des enseignants.

A la suite de ce bilan, toutes les structures de l'université

ont été impliquées dans la reconstitution des documents administratifs perdus suite à la crise. D'abord, le comité de crise avait à charge le recensement des enseignants et du personnel administratif et technique. Quant aux étudiants, les listes ont été reconstituées grâce à l'implication des responsables de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) et des délégués d'amphithéâtre.

Ensuite, pour la reconstitution des procès verbaux d'examen, plusieurs actions synchronisées ont été entreprises. Les autorités universitaires ont procédé à une triangulation des informations détenues par la scolarité, les décanats, les départements et les déclarations des étudiants. Ces derniers faisaient les déclarations de leurs notes et étaient soumis à des tests pour vérifier la véracité de leurs propos. Le recoupement de ces informations a permis de rendre fiables les résultats des étudiants.

«Nous avons invité les étudiants à venir reconstituer leurs dossiers tout simplement. Ils viennent d'abord avec leur extrait de naissance et avec tout le dossier qu'ils avaient à Bouaké. Donc, nous avons reconstitué les dossiers à partir de ces

documents parce qu'on a estimé que chacun a pu sortir quand même avec un petit document qui pouvait retracer son cursus. A partir de ces documents qu'ils nous fournissaient, on faisait des recoupements avec les informations des départements » Secrétaire principal d'un décanat.

En 2004, soit deux années après le début de la crise, d'autres documents ont été retrouvés à Bouaké et acheminés à Abidjan. Au total, la compilation des documents issus de ces différentes actions a permis de reconstituer les archives en vue du démarrage des enseignements. Les étapes de la réouverture de l'Université de Bouaké peuvent être résumées à travers la figure ci-après.

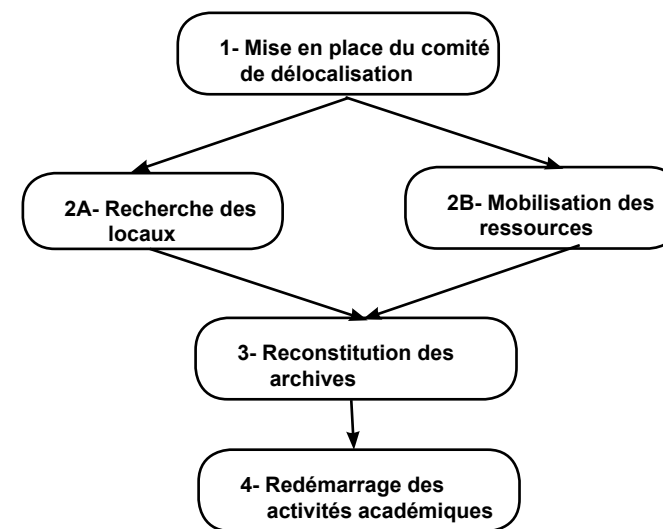


Figure 1 : Etapes de la réouverture de l'Université de Bouaké

2.1.2- *Participation des acteurs*

Les différents acteurs ont, quelle que soit leur catégorie socio professionnelle, contribué au processus de réouverture de l'Université de Bouaké.

La présidence de l'université a joué un rôle d'accompagnement et de supervision de tout le processus de réouverture de l'Université de Bouaké à Abidjan. Elle a commandité l'état des lieux en vue d'évaluer les conditions de la reprise. En outre, la présidence a initié des actions de sensibilisation à l'endroit des acteurs de l'université en vue de leur mobilisation.

«Il eut un comité qui a été mis en place par les anciens et c'est ce comité qui, en rapport avec la présidence a travaillé dur pour que l'université reprenne ses activités à Abidjan. Ils ont effectué plusieurs passages à la télévision et à la radio pour mobiliser les enseignants et les étudiants» Propos d'un enseignant.

Les enseignants ont, quant à eux, constitué les acteurs clés de la réouverture. Ils sont les instigateurs de la relance des activités de l'université à Abidjan. Après s'être

constitués en comité de crise, ils ont organisé des rencontres hebdomadaires pour planifier les différentes activités nécessaires à la réouverture. Par ailleurs, ils se sont chargés de la recherche des partenaires qui ont octroyé les locaux et les aides nécessaires à la reprise. Les enseignants ont également participé à la reprise par l'organisation et la transmission des enseignements.

Le personnel administratif et technique s'est occupé de faire l'état des lieux pour évaluer les conditions de fonctionnalité de l'université après la crise. A la suite de cela, il a procédé à la reconstitution des dossiers administratifs et autres documents nécessaires au fonctionnement de l'institution.

A travers les syndicats (FESCI), les étudiants ont procédé au recensement des étudiants et par conséquent ont participé à la reconstitution des listes. De plus, ils ont contribué à informer et à sensibiliser les étudiants qui étaient encore sceptiques à l'idée de reprise. Ils ont donc permis à ceux-ci d'effectuer les démarches en vue de remplir les conditions de réinscription.

«Au niveau des étudiants par exemple, il y a quelques-uns qui étaient réticents. La participation des syndicats d'étudiants a été de voir

leurs camarades pour leur expliquer la nécessité de reprendre. Certains ont joué ce rôle là. (...) ils faisaient la sensibilisation auprès d'autres étudiants et nous avons donc pu reprendre les activités» Propos d'un étudiant.

Au-delà, les responsables de la FESCI ont négocié auprès des autorités étatiques pour l'obtention de titres de transport subventionnés auprès de la SOTRA (Société de Transport Abidjanais) et de chambres dans les résidences universitaires d'Abidjan.

En définitive, le processus de réouverture de l'Université de Bouaké s'est effectué en plusieurs étapes et a impliqué la participation de l'ensemble des acteurs. Suite à la réouverture, quelles ont été les nouvelles formes d'organisations pour permettre la continuité des enseignements dans la durée ?

2.2- Stratégies de maintien des enseignements à l'Université de Bouaké

Les stratégies qui ont été déployées pour garantir les enseignements suite à la crise ont été répertoriées à plusieurs niveaux. Nous nous intéressons dans un premier temps aux stratégies relevant du domaine administratif ; puis dans un second temps, celles concernant

les aspects académiques.

2.2.1- Stratégies adoptées au niveau administratif

• Délocalisation de l'université

Suite à l'éclatement du conflit armé de 2002, la délocalisation a été la toute première action menée pour maintenir le fonctionnement de l'Université de Bouaké. En effet, compte tenu de la précarité des conditions sécuritaires, le personnel administratif et technique, les enseignants et les étudiants sont sortis, pour la plupart de la ville de Bouaké, pour se retrouver dans la zone gouvernementale. Cela justifie la délocalisation de l'Université de Bouaké à Abidjan.

Le changement précipité de site n'ayant pas permis la construction d'infrastructures, les dirigeants de l'université ont opté pour la diversification des sites.

• Diversification des sites

Outre la délocalisation, l'une des stratégies mobilisées par l'Université de Bouaké pour garantir ses activités a été l'éparpillement de ses services en divers endroits. En effet, suite à la crise qui a occasionné la délocalisation inopinée de l'université, celle-ci ne disposait pas de site aménagé ou de locaux pour installer ses services. Pour y remédier, les acteurs de l'institution

ont jugé convenable d'éclater l'institution sur plusieurs sites. Au total, 13 sites ont abrité les services de l'université à Abidjan durant la période de crise. Cette politique consistait à exploiter plusieurs sites, situés dans la ville d'Abidjan, qui étaient propices au déroulement des activités. Car, s'il fallait attendre un site bien aménagé avant de démarrer les activités de l'université, la reprise n'aurait pas été immédiate en raison des difficultés pour disposer d'un espace approprié pour abriter tous les services. L'éclatement de l'institution sur plusieurs sites dans la ville d'Abidjan a permis d'acquiescer des locaux et de débiter les enseignements. La crise ayant débuté la nuit du 18 au 19 septembre 2002, la première rentrée s'est faite en Janvier 2003 soit 4 mois après et la deuxième en avril, soit 7 mois après. Ces différentes rentrées étaient liées à la disponibilité des locaux.

Outre la délocalisation de l'institution et la diversification des sites, on enregistre la multiplication des partenariats.

• Multiplication des partenariats

L'adoption de l'idée de délocalisation a conduit à la recherche de locaux pour abriter les structures de l'université. Pour ce faire, les liens auparavant

tissés avec les établissements d'enseignement supérieur publics d'Abidjan, ont constitué une ressource essentielle. En effet, étant à Bouaké, certains enseignants qui animaient l'université provenaient des établissements d'Abidjan pour des missions d'enseignement. Par ailleurs, la plupart des dirigeants et enseignants de l'Université de Bouaké ont été formés dans les universités d'Abidjan. Ce qui leur offrait un réseau de relation relativement dense au niveau de ces institutions. L'Université de Bouaké s'est donc appuyée sur ces partenariats pour l'obtention de salles dans les universités d'Abidjan. En raison des effectifs importants et croissants, les locaux offerts par les universités publiques à l'Université de Bouaké se sont avérés insuffisants pour satisfaire les besoins de formation. Les autorités de l'Université de Bouaké ont donc eu recours à certaines Grandes Ecoles et universités privées.

Au-delà du partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur d'Abidjan, des conventions de coopération ont été signées avec des universités à l'étranger. On peut citer le cas du département d'anglais de l'Université de Bouaké qui sollicitait des enseignants de

l'extérieur (Université de Lagos au Nigeria, Université Cheik AntaDiop au Sénégal) pour l'encadrement des étudiants et enseignants, ou qui envoyait certains étudiants en formation dans ces établissements.

Pour l'acquisition des moyens financiers et des équipements, l'Université de Bouaké a sollicité les organismes internationaux (ambassades, ONG internationale, etc.) et certaines structures étatiques. Après avoir soumis des projets à plusieurs organismes, quelques uns ont répondu favorablement aux requêtes des acteurs de l'Université de Bouaké. Il s'agit principalement des ambassades du Japon, de la Corée du Sud, de la Chine et des organismes tels que le FNUAP, l'ONUCI, la Force Licorne, etc. Au niveau national, l'université a bénéficié également de l'appui financier de la Présidence de la République, de l'Ecole Normale Supérieure(ENS) etc.

2.2.2- Stratégie adoptées au niveau académique

Les principaux changements opérés au niveau de la gestion académique de l'Université de Bouaké pendant la période de crise ont concerné essentiellement l'extension des cours aux week-ends et jours fériés, la réduction de certains

volumes horaires et le recours aux évaluations continues.

• **Extension des enseignements aux week-ends et jours fériés**

Au niveau académique, l'extension des enseignements aux week-ends et jours fériés a énormément contribué à l'achèvement des programmes. Avant la crise, les enseignements à l'Université de Bouaké se déroulaient du lundi à la mi-journée du samedi. Suite à la délocalisation à Abidjan, les établissements d'enseignement ont accueilli l'Université de Bouaké avec certaines conditions. L'accès aux locaux de ces établissements était réduit (18 heures à 22 heures), du fait de leur grande exploitation par les hôtes. Face à cette situation, les responsables pédagogiques de l'Université de Bouaké ont réaménagé les calendriers et les horaires des enseignements. Cette réorganisation s'est traduite par l'extension des cours aux week-ends et aux jours fériés.

«A l'ENS, on commence à 7h 30 et nous arrêtons généralement à 17h 30. Donc pour les jours ouvrables, l'Ecole mettait à la disposition de

l'Université de Bouaké, l'établissement de 18h à 22h. C'est ainsi qu'on a décidé de leur laisser l'établissement les jours ouvrables de 18h à 22h et toute la journée du samedi et du dimanche» Propos d'un responsables d'un établissement d'accueil.

«Ce sont les samedis que toutes les UFR étaient aux aguets pour les grandes salles cela a entraîné des réaménagements. (...) Nous étions obligés de faire les cours les samedis après-midi de 13h à 18h, voire 19h. Toute la journée du dimanche, on n'allait plus au culte, on n'avait plus de jours de repos. Donc nous étions obligés d'être sur le campus les samedis, les dimanches, les jours fériés, pour pouvoir rattraper le taux d'enseignement, pour avoir le temps suffisant pour dispenser les cours» Propos d'un enseignant.

En revanche, les UFR et départements qui étaient dans les établissements privés, dont les locaux faisaient l'objet de location, n'étaient pas concernés par les cours du soir.

- **Réduction des volumes horaires des enseignements non fondamentaux**

En raison de l'insuffisance des salles de cours, il était difficile d'achever les programmes à l'Université de Bouaké durant la période de crise. Pour y remédier, certains UFR et départements ont réduit les volumes horaires. Cette réduction des volumes horaires a concerné les enseignements non fondamentaux, et ce en fonction des disciplines. Des enseignements qui étaient prévus par exemple pour 36 heures ont été revus à 24 heures. De même, au niveau de certains TD (travaux dirigés) l'on est passé de 15 séances à 8. Ainsi, non seulement les heures de cours étaient revues à la baisse mais aussi, les enseignements étaient donnés à un rythme accéléré.

«La crise a fait que certains départements se sont réorganisés. Par exemple, les cours de 36h ont été ramenés à 24h parce qu'il fallait aller vite, il n'y avait pas assez de locaux. Il n'y avait pas assez de temps pour aller jusqu'à long terme » Propos d'un chef de département.

Cette stratégie a permis à tous les départements de disposer de salles et de temps pour donner l'essentiel des programmes.

- **Recours aux évaluations continues au détriment des compositions partielles**

La méthode d'évaluation continue a été exclusivement privilégiée à cause des difficultés liées à la disponibilité des salles sur une longue période (une ou deux semaines) pour organiser les compositions. Elle a consisté à évaluer les étudiants à la fin de chaque enseignement, au lieu de le faire à la fin de chaque semestre. Dans la pratique, les enseignants, au terme du cours, s'accordaient sur une date avec les étudiants pour programmer la composition. Généralement, un délai minimal de deux semaines était observé avant le déroulement de l'examen.

Ainsi, les évaluations anticipées qui sont normalement des mesures exceptionnelles, ont été érigées en normes au détriment des évaluations partielles de fin de semestre.

3 - DISCUSSION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

L'Université de Bouaké confrontée à la crise sociopolitique débutée en 2002, a été durement affectée. Elle s'est retrouvée à Abidjan avec un personnel plus réduit cependant, elle doit son salut aux différentes stratégies

déployées par les acteurs. Celles-ci ont permis de reprendre et de maintenir les enseignements sur un site délocalisé.

De prime abord, la délocalisation de l'institution a été le socle du maintien des activités pédagogiques. En effet, les autres stratégies ont été initiées consécutives à cette délocalisation. Elle a permis d'éviter la fermeture systématique de l'université dès le déclenchement de la crise. Selon un rapport de l'UNESCO (1997), la délocalisation des établissements d'enseignement affectés par les conflits armés, est la solution d'urgence envisagée par les Etats ou les différents acteurs éducatifs pour poursuivre le processus éducatif. Ainsi au Congo Brazzaville, en raison des ruines notoires des infrastructures universitaires et scolaires du fait de la guerre dans cet Etat, ces établissements ont opté pour leur délocalisation du sud du pays vers le nord (Kodia 1999). Pour les mêmes raisons, les universités du sud du Soudan ont été transférées à Khartoum (UNICEF, 2006). En Sierra Léone, confrontées aux multiples difficultés de la guerre, les autorités éducatives ont procédé à un déménagement des institutions éducatives de leur site d'origine vers d'autres horizons. Ainsi, le collège de Bunumbu a été transféré à Kenema, capitale

de la province orientale. De même l'University College de Njala et le HarfordSecondarySchool for girls ont été transférés à Freetown, la capitale.

Les acteurs de l'Université de Bouaké se sont inspirés de ce modèle de sauvegarde de l'éducation, couramment pratiqué pendant les conflits armés pour préserver l'institution de la fermeture.

Bien que la délocalisation fût déterminante dans le maintien de l'Université, elle ne constitue pas l'unique action ayant favorisé la continuité des activités de ladite institution. En effet, la multiplication des partenaires a permis d'acquérir des locaux pour l'organisation des cours et aussi des financements afin de disposer de ressources pour renouveler les équipements perdus à Bouaké en vue d'assurer les enseignements. En outre, l'extension des enseignements aux week-ends et jours fériés, la réduction des volumes horaires des cours et le recours aux évaluations anticipées témoignent bien de la détermination des acteurs de l'institution à garantir les enseignements, matérialisée par les initiatives et les sacrifices multiples que cela implique. Cette volonté des acteurs à vouloir sauvegarder les activités pédagogiques de l'Université de Bouaké est une

attitude généralement partagée par les acteurs du système éducatif pendant les situations de forces majeures. De ce fait, l'UNESCO (op. cit.) a relevé que les acteurs tels que les parents et les élèves font preuve d'une volonté extraordinaire pour préserver l'éducation pendant les conflits lorsque les structures (UNICEF, UNHCR, UNESCO, Etats ...) censés les assumer n'y parviennent pas. Parfois, ils s'organisent avec les ONG pour créer les conditions d'éducation (Aka, opcit) telles que « les écoles de brousse » en République centrafricaine, les écoles dans les maisons en Bosnie ou les écoles communautaires dans les mosquées en Afghanistan, etc. L'UNESCO (2011) justifie cette implication des différentes catégories éducatives en proie à des conflits par le fait qu'il n'existe pas de modèle standard de gestion des systèmes éducatifs confrontés à des crises armées. Chaque acteur ou établissement fait montre de son ingéniosité pour juguler les effets du conflit. C'est cette capacité de faire face à la crise qui a permis à l'Université de Bouaké dans l'ensemble de garantir ses enseignements.

La théorie de l'action collective permettant de montrer les raisons et intérêts qui sous-tendent les actions des individus impliqués dans un groupe, a permis de comprendre que cette

motivation des acteurs éducatifs de Bouaké s'explique par leur volonté d'assurer la formation des générations futures indispensable pour le bien-être des jeunes eux-mêmes et aussi pour tout pays aspirant au développement. Outre cela, la pérennisation des enseignements suite à la délocalisation a été aussi rendue possible grâce aux opportunités offertes par la ville d'Abidjan, en termes d'infrastructures d'accueil (locaux, bibliothèques...), de rapprochement des différentes universités et de disponibilité des ressources humaines.

CONCLUSION

L'analyse des stratégies de maintien des enseignements à l'Université de Bouaké suite au conflit armé de 2002, révèle que l'institution a été profondément affectée. Les difficultés sont de diverses natures. Pour préserver la formation, certaines stratégies ont été mobilisées et déployées pour faire fonctionner l'université de Bouaké. La délocalisation a été la première stratégie déployée suivie de la multiplication des partenariats au niveau administratif. Quant aux stratégies académiques, elles ont consisté à la réduction des volumes horaires des enseignements, l'extension des cours aux week-ends et jours fériés et le recours aux évaluations anticipées.

Si dans l'ensemble, la délocalisation de l'Université de Bouaké à Abidjan a permis la reprise des activités, cela a été possible grâce à la mobilisation des acteurs, aux atouts offerts par la ville d'Abidjan et à la mobilisation des partenaires.

Toutefois, quelques imperfections ont été identifiées dans les stratégies déployées. Il s'agit de l'insuffisance des locaux des services, le déploiement de l'université sur deux villes et l'accumulation des impayés des frais de location. Aussi, la réduction des volumes horaires d'enseignement, l'extension des cours aux week-ends et jours fériés, et le recours aux évaluations anticipées ont-ils quelque peu affecté la qualité des enseignements.

Cet article s'est uniquement intéressé au maintien des enseignements dans l'institution universitaire. Qu'en est-il des changements structurels engendrés par la crise au sein de cette université ?

BIBLIOGRAPHIE

- AKA F.K. (2010) *Guerre et Education en Afrique : une analyse systémique de l'éducation et perspectives*. Paris : l'Harmattan, 207 p.
- BANQUE MONDIALE. (2003) *Enseignement supérieur en Afrique*

subsaharienne : Quels leviers pour des politiques financièrement soutenables?, 52 p.

BERNOUX P. (2009). *La sociologie des organisations*. Paris : édition Seuil ; 6^{ème} édition, 466 p.

DIARRABASSOUBA V. C. (1979). *L'université ivoirienne et le développement de la nation*. Abidjan : CEDA, 209 p.

GBAYERE S.A. (2005). *Politiques éducatives et développement en Afrique*. Paris : L'Harmattan, 172 p.

GRÜNEWALD F. (2005). *La résilience, clé de la survie des sociétés rurales face au conflit*, in *Grain de sel* N° 31, 22 p.

HOUPOUET-BOIGNY D. (2008). *Le système LMD : les défis d'une réforme incontournable*. In *Débats Courrier d'Afrique de l'Ouest*, n° 51, pp. 21-26

KODIA N. (1999). *Congo Brazzaville, l'école et les guerres civiles*. In *Développement et coopération*, n° 6, pp. 23-25

KOUAME Y.S., (2007). *Privatisation et stratégies de résilience dans les exploitations villageoises de palmier à huile en basse Côte d'Ivoire*, thèse de doctorat, sociologie économique Université de Bouaké 370 p.

MACE C. (2011). *D'une perspective normative vers une perspective interactionniste compréhensive pour aborder le concept de résilience*, in *recherche qualitative*, vol 30 pp. 274-298

MAKOSSO B. et al. (2009). *Enseignement supérieur en Afrique francophone :*

crises, réformes et transformations. Etude comparative entre le Congo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Dakar : CODESRIA, 139 p.

MAKOSSO B. (2006). La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone: une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, et de la Côte d'Ivoire. In JHEA/RESA Vol. 4, No. 1, pp 69 - 86

N'DA P. (2006). Méthodologie de la recherche, de la problématique à la discussion des résultats Abidjan EDUCI 3^{ème} édition, 159 p.

NDONGO J. F. (2009) : Quel enseignement supérieur et quelle recherche, en Afrique, à l'horizon 2015 in géostratégiques, pp 229-235

ROCARE, (2003) : Analyse de l'incidence du soutien public au secteur privé de l'éducation, 91p.

UNESCO (1997) : La destruction et la reconstruction de l'éducation dans les sociétés perturbées, rapport final et études de cas, bureau international d'éducation ; Genève 64 p.

UNESCO (2004) : L'enseignement supérieur dans une société mondialisée, document cadre de l'UNESCO, Paris, édit Unesco, 31P.

UNESCO, (2011) : La crise cachée : les conflits armés et l'éducation, rapport mondial de suivi sur l'EPT, édition UNESCO, Paris 463 p.

UNICEF (2006) : Education et conflit : recherche, politique et pratique, revue Migration forcée

VERHAEGEN B. (1991) : L'enseignement supérieur : vers l'explosion, in Politique africaine, n° 41, pp 49 - 55

ZINSOU E.M.Y. (2009) : L'Université de Côte d'Ivoire et la société, Paris, édition l'Harmattan 318 p.